

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 4

Loi modifiant la Loi sur les biens culturels

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. DENIS VAUGEOIS

Ministre des affaires culturelles

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8



NOTES EXPLICATIVES

Les modifications proposées à la Loi sur les biens culturels dans ce projet de loi portent principalement sur:

a) certaines modalités de fonctionnement de la Commission des biens culturels;

b) la procédure de reconnaissance et de classement des biens culturels quant aux avis et délais;

c) les autorisations requises du ministre pour faire un lotissement ou certains travaux dans un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou dans une aire de protection dont le périmètre est à cent cinquante-deux mètres d'un monument historique ou d'un site historique classé;

d) la possibilité pour une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale de supprimer, pour leur territoire, l'exigence d'obtenir les autorisations requises du ministre à l'égard des opérations visées dans la loi en adoptant des dispositions réglementaires pour ces opérations et en les faisant approuver par le ministre;

e) le pouvoir de réglementation du gouvernement dans les arrondissements historiques ou naturels, dans les sites historiques et les aires de protection;

f) les pouvoirs conférés au ministre des affaires culturelles pour l'acquisition de biens dans les arrondissements historiques ou naturels, pour l'attribution de contributions et de subventions et pour la conclusion d'ententes avec les corporations municipales;

g) les sanctions applicables dans les cas de contravention à la loi et aux règlements.

Les dispositions qui traitent des autorisations requises dans les arrondissements historiques ou naturels, dans les sites historiques classés et dans les aires de protection ainsi que celles relatives aux sanctions prennent effet le jour du dépôt du projet de loi.

Art. 1. *Les articles 2 à 7 de la loi sont respectivement remplacés par les articles 2 et 3, 4, 7d et 7e, 7f, 7i et 7k proposés par l'article 1 du projet de loi. Les articles 5 à 7, 7a à 7c, 7g, 7h et 7j sont nouveaux.*

Les articles 2 à 7 de la loi se lisent actuellement comme suit:

«**2.** Un organisme de consultation est institué sous le nom de «Commission des biens culturels du Québec» avec siège social à Québec.

«**3.** La Commission est formée de douze membres dont un président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période déterminée ne pouvant excéder trois ans; ce dernier fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun d'eux.

Projet de loi n° 4

Loi modifiant la Loi sur les biens culturels

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 2 à 7 de la Loi sur les biens culturels (1972, 1972, c. 19, chapitre 19) sont remplacés par les suivants: 1972, c. 19, aa. 2-7, remp.

«2. Un organisme de consultation est institué sous le nom de Institution.
«Commission des biens culturels du Québec».

«3. La Commission a son siège social à l'endroit déterminé Siège social.
par le lieutenant-gouverneur en conseil; un avis de la situation ou
de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Séances.
Québec.

«4. La Commission est formée de douze membres, dont un Composition.
président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-
gouverneur en conseil qui fixe, selon le cas, le traitement, le trai-
tement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun
d'eux.

«5. Le mandat des membres de la Commission est d'au plus Mandat des membres.
trois ans à l'exception de celui du président qui peut être d'au plus
cinq ans.

Le mandat du président et des vice-présidents peut être renou- Renouvellement.
velé pour des périodes n'excédant pas trois ans.

Le renouvellement du mandat des autres membres de la Com- Idem.
mission ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

«4. Le quorum de la Commission est de cinq membres. La Commission peut former, parmi ses membres, des sous-commissions ou des comités pour l'étude des questions de son ressort.

«5. La Commission doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère. Elle peut aussi faire au ministre des recommandations sur toute question relative à la conservation des biens culturels.

«6. Les membres de la Commission demeurent en fonction, Fonctions continuées.
nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient
nommés de nouveau ou remplacés.

Toute vacance parmi les membres de la Commission est com- Vacance.
blée en suivant le mode de nomination prescrit pour leur nomina-
tion, mais seulement pour la durée non écoulee du mandat du
membre à remplacer.

«7. La qualité de président et de vice-président est incom- Fonction incompa-
patible avec l'exercice de toute autre fonction. tible.

«7a. En cas d'incapacité d'agir du président, il est remplacé, Incapacité du
pendant que dure son incapacité, par l'un des vice-présidents président.
désigné à cette fin par la Commission.

«7b. Le président préside les réunions de la Commission et Président.
en dirige les travaux; il la représente dans ses relations avec le
ministre et les tiers.

Les vice-présidents assistent le président et exercent les Vice-présidents.
fonctions que celui-ci leur confie.

«7c. Les membres de la Commission ne peuvent, sous peine Délibérations sur
de déchéance de leur charge, prendre part aux délibérations sur intérêt personnel.
une question dans laquelle ils ont un intérêt personnel.

«7d. Le quorum de la Commission est de la majorité des Quorum.
membres dont le président ou l'un des vice-présidents. En cas
d'égalité des voix, le vote du président est prépondérant.

«7e. Pour l'examen de questions qu'elle détermine, la Com- Comités.
mission peut former des comités que préside le président ou un
membre qu'il désigne à cette fin.

Les fonctions attribuées à la Commission par les articles 31, Fonctions exercées par un comité.
32, 35 et 48 à 51 sont exercées en son nom par un comité constitué
de trois personnes désignées par la Commission. Deux de ces per-
sonnes sont choisies parmi les président ou vice-présidents de la
Commission.

Ces comités peuvent comprendre des personnes visées dans Composition.
l'article 7g.

«7f. La Commission doit donner son avis au ministre sur Avis au ministre.
toute question que celui-ci lui réfère. Elle peut aussi faire au
ministre des recommandations sur toute question relative à la
conservation des biens culturels.

«**6.** La Commission adopte des règlements pour sa régie interne. Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

«**7.** La Commission doit, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, transmettre au ministre qui le communique à l'Assemblée nationale un rapport annuel de ses activités.»

Art. 2 La liste des biens culturels reconnus ou classés devra être publiée annuellement plutôt que trimestriellement.

Art. 3. La modification proposée ajoute au texte actuel l'obligation de signifier au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où un immeuble est situé l'avis d'inscription pour sa reconnaissance.

«7g. La Commission peut, avec l'autorisation du ministre, recourir au service de spécialistes pour l'étude de questions de son ressort. Spécialistes.

Ces personnes ont droit aux honoraires et allocations déterminés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Honoraires, etc.

«7h. La Commission se réunit au moins une fois par mois. Réunions.

«7i. La Commission peut par règlement:

a) pourvoir à l'organisation de sa régie interne;

b) déléguer à des comités institués en vertu de l'article 7e l'exercice de fonctions que lui attribue la présente loi. Règlements de la Commission.

Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; ceux prévus au paragraphe a du premier alinéa entrent en vigueur lors de cette approbation et ceux prévus au paragraphe b du premier alinéa entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Approbation et entrée en vigueur.

«7j. Les procès-verbaux des séances de la Commission et de ses comités dûment approuvés et certifiés par le président ou l'un des vice-présidents sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont signés par le président, l'un des vice-présidents ou tout membre du personnel désigné par la Commission. Procès-verbaux.

«7k. La Commission doit, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, transmettre au ministre qui le communique à l'Assemblée nationale un rapport annuel de ses activités pour l'exercice financier précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger. Rapport annuel.

Le ministre dépose le rapport de la Commission devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux. » Dépôt.

2. L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1972, c. 19, a. 14, remp.

«14. Le ministre doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec*, une fois par année, une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière publication. » Liste des biens reconnus ou classés.

3. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1972, c. 19, a. 16, remp.

«16. La reconnaissance d'un bien culturel est faite au moyen d'une inscription sur le registre visé dans l'article 11. Avis de cette Procédure de reconnaissance.

Art. 4. La modification proposée oblige toute personne qui veut effectuer les opérations visées dans l'article 18 de la loi, dans le cas d'un immeuble, à transmettre une copie de l'avis préalable d'intention au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.

De plus, le délai de présentation de l'avis préalable d'intention est augmenté de trente à soixante jours.

Art. 5. La modification proposée oblige toute personne qui aliène un bien culturel reconnu, dans le cas d'un immeuble, à transmettre une copie de l'avis d'aliénation au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.

De plus, le délai de présentation de l'avis d'aliénation est augmenté de trente à soixante jours.

Art. 6. Le délai d'avis au ministre pour toute personne qui devient propriétaire, par succession, d'un bien culturel reconnu est augmenté de trente à soixante jours.

Art. 7. Le délai dans lequel le ministre doit signifier son intention d'acquérir un bien culturel de préférence à tout autre acheteur est augmenté de trente à soixante jours.

inscription doit être signifié à celui qui a la garde du bien culturel s'il s'agit d'un meuble et, s'il s'agit d'un immeuble, à la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où il est situé ainsi qu'au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé. La reconnaissance prend effet à compter de la date de l'inscription sur le registre visé dans l'article 11 s'il s'agit d'un meuble et, s'il s'agit d'un immeuble, à compter du dépôt de l'avis d'inscription au bureau d'enregistrement de la division où il est situé. »

4. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 18,
remp.

«**18.** Nulle personne, même dans l'exercice d'un pouvoir qui lui est conféré par la Législature, ne peut détruire, altérer, restaurer, réparer ou modifier de quelque façon un bien culturel reconnu et, dans le cas d'un immeuble, l'utiliser comme adossement à une construction, sans donner au ministre un avis préalable d'intention d'au moins soixante jours et, dans le cas d'un immeuble, en transmettre copie au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où est situé le bien culturel. »

Avis au
cas de
destruction,
etc.

5. L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

1972, c. 19,
a. 20, mod.

«**20.** Nul ne peut aliéner un bien culturel reconnu sans avoir donné au ministre un avis écrit préalable d'au moins soixante jours et, dans le cas d'un immeuble, sans avoir transmis copie de cet avis au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé. »

Avis d'aliénation.

6. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 21,
remp.

«**21.** Toute personne qui devient propriétaire d'un bien culturel reconnu par succession légale ou testamentaire doit en donner avis au ministre au plus tard soixante jours après sa mise en possession. »

Avis pour
biens
légues.

7. L'article 22 de ladite loi, modifié par l'article 99 du chapitre 14 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 22, remp.

«**22.** Si le bien culturel reconnu que l'on désire aliéner existe depuis plus de cinquante ans au moment de sa mise en vente, le ministre peut l'acquérir de préférence à tout autre acheteur au prix pour lequel il est offert en vente. Pour exercer ce droit de préemption, le ministre doit signifier par écrit son intention d'acquérir le bien culturel à celui qui l'offre en vente dans le délai de soixante jours prévu à l'article 20.

Droit de
préemption
du
ministre.

Dans le cas d'un document photographique, cinématographique, audio-visuel, radiophonique ou télévisuel qui existe depuis

Préférence
pour acquérir
des
documents.

Art. 8. Le délai de notification au ministre pour l'aliénation d'un bien culturel lorsque ce dernier n'a pas signifié son intention d'exercer son droit de préemption est augmenté de quinze à trente jours.

Art. 9. La modification proposée indique que le ministre doit signifier son avis d'intention de classer un immeuble au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.

De plus, toute personne intéressée pourra intervenir auprès de la Commission pour faire des représentations.

Art. 10. L'addition proposée a pour effet de rendre nul un avis d'intention de classer un bien culturel s'il n'y a pas d'inscription dans le registre du ministère dans un délai d'un an à compter de sa signification. Ce délai peut toutefois être étendu par le ministre lors de circonstances exceptionnelles.

Art. 11. L'addition proposée dispose que l'inscription, dans le cas du classement d'un immeuble, doit être, en outre, notifiée au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.

plus de dix ans au moment de sa mise en vente, le ministre peut l'acquérir de préférence à tout autre acheteur au prix pour lequel il est offert en vente. Pour exercer ce droit de préemption, le ministre doit signifier par écrit son intention d'acquérir ce document à celui qui l'offre en vente dans le délai de soixante jours prévu à l'article 20.»

8. L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 23, remp.

«**23.** À l'expiration du délai prévu à l'article 20, le bien culturel reconnu peut être aliéné au profit de toute personne si le ministre n'a pas signifié l'intention d'exercer le droit de préemption visé dans l'article 22. L'aliénation doit cependant être notifiée par écrit au ministre dans les trente jours de son accomplissement.»

Aliénation
après délai
de préemption.

9. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 25,
remp.

«**25.** Le ministre doit, avant de prendre l'avis de la Commission, signifier un avis de son intention de procéder au classement au propriétaire du bien culturel ou à celui qui a la garde du bien culturel qu'il désire classer s'il s'agit d'un meuble et, s'il s'agit d'un immeuble, à la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où est situé le bien qu'il désire classer ainsi qu'au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où est situé le bien culturel.

Avis de
classement.

Cet avis doit contenir la désignation du bien culturel visé, un énoncé des motifs du classement et une notification que toute personne intéressée peut, dans les trente jours de la signification de l'avis, faire des représentations auprès de la Commission.»

Contenu.

10. L'article 26 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

1972, c. 19,
a. 26, mod.

«L'avis donné par le ministre en vertu de l'article 25 devient nul et sans effet si l'inscription visée dans le premier alinéa n'est pas faite dans un délai d'un an à compter de la date de sa signification.

Avis nul.

Ce délai peut toutefois être étendu par le ministre dans les cas où des circonstances exceptionnelles le justifient.»

Délai
étendu.

11. L'article 27 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 27, remp.

«**27.** Cette inscription doit être notifiée sans délai au propriétaire ou à celui qui a la garde du bien culturel classé et, s'il s'agit d'un immeuble, au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité où il est situé.»

Avis d'inscription.

Art. 12. La modification proposée a pour effet d'assujettir les sites historiques et les aires de protection à la section IV de la loi (a. 19).

L'article 31 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**31.** Nonobstant toute autorisation conférée par une loi de la Législature aucun bien classé ne peut être détruit, altéré, détérioré, restauré, réparé, modifié, ni, dans le cas d'un immeuble, être utilisé comme adossement d'une construction sans l'autorisation du ministre qui prend l'avis de la Commission. Il en est de même de tout bien situé en tout ou en partie dans l'aire de protection de l'immeuble classé. »

Art. 13. La modification proposée a pour effet d'obliger le ministre à prendre l'avis de la Commission avant de délivrer un permis de recherche archéologique.

Art. 14. L'addition proposée a pour effet de dispenser toute personne qui sollicite un permis de recherche archéologique, pour des fins de relevés, de joindre à sa demande le consentement écrit du propriétaire dans le cas d'un terrain privé.

Art. 15. La modification proposée supprime le délai de quinze jours actuellement prévu pour aviser le ministre de la découverte d'un bien ou d'un site archéologique.

Art. 16. La modification proposée prolonge de sept à quinze jours le délai de suspension des travaux d'excavation ou de construction, à des fins autres qu'archéologiques, lors de la découverte d'un bien ou d'un site archéologique, afin de permettre l'examen de ce lieu ou site par des experts.

Art. 17. La modification proposée a pour effet d'augmenter de quinze à trente jours le délai pendant lequel la suspension des travaux peut être maintenue par le gouvernement dans le cas où ces travaux révèlent des biens qui auraient fait l'objet d'un classement s'ils avaient été découverts avant le début des travaux (a. 42, par. a).

12. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1972, c. 19,
a. 31,
remp.

«**31.** Nonobstant toute autorisation conférée par une loi de la Législature, aucun bien classé, à l'exclusion d'un site historique, ne peut être détruit, altéré, détérioré, restauré, réparé, modifié, ni, dans le cas d'un immeuble, être utilisé comme adossement à une construction sans l'autorisation du ministre qui prend l'avis de la Commission.» Autorisa-
tion pour
détruire,
etc., un
bien classé.

13. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1972, c. 19,
a. 35,
remp.

«**35.** Nul ne peut effectuer sur un immeuble lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des relevés aux fins de rechercher des biens ou des sites archéologiques sans avoir au préalable obtenu du ministre qui prend l'avis de la Commission un permis de recherche archéologique.» Permis
pour
fouilles,
etc.

14. L'article 38 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant: 1972, c. 19,
a. 38, mod.

«Lorsqu'il s'agit de relevés sur un terrain autre qu'une terre publique, le consentement écrit du propriétaire n'est pas requis.» Exception.

15. L'article 40 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1972, c. 19,
a. 40,
remp.

«**40.** Quiconque découvre un bien ou un site archéologique doit en aviser le ministre sans délai.» Avis de
décou-
verte.

16. L'article 41 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: 1972, c. 19,
a. 41, mod.

«**41.** Quiconque, à l'occasion de travaux d'excavation ou de construction entrepris pour des fins autres qu'archéologiques, découvre un bien ou un site archéologique doit en informer le ministre sans délai. Ce dernier peut, afin de permettre l'examen des lieux par des experts, ordonner la suspension, pour une période n'excédant pas quinze jours, de toute excavation ou de toute construction de nature à compromettre l'intégrité du bien ou du site découvert.» Avis de dé-
couverte
lorsque
travaux
pour fins
autres
qu'archéo-
logiques.

17. L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1972, c. 19,
a. 42, remp.

«**42.** Lorsque la découverte visée dans l'article 41 révèle des biens qui auraient fait l'objet d'un classement s'ils avaient été découverts avant le début des travaux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis de la Commission: Pouvoirs
du lt.-g.
en c. sur
biens dé-
couverts.

a) ordonner le maintien de la suspension des travaux jusqu'à l'expiration de trente jours à compter de la date de leur suspension;

Art. 18. *L'intitulé de la section IV est modifié pour fins de concordance.*

Art. 19. *Les modifications proposées étendent aux sites historiques classés et aux aires de protection l'application des dispositions de la section IV de la loi qui portent actuellement sur les arrondissements historiques et naturels.*

Ces modifications permettent aussi à une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale de supprimer, pour leur territoire, l'exigence d'obtenir les autorisations requises du ministre à l'égard des opérations visées dans la loi lorsqu'elles adoptent des dispositions réglementaires pour ces opérations et que le ministre les approuve.

Elles ont pour effet de soumettre à l'autorisation du ministre certaines opérations immobilières non visées actuellement par la loi.

L'article 48, tel que projeté, reprend, en le modifiant, l'article 48 de la loi qui se lit comme suit:

«48. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, nulle construction, réparation, transformation ou démolition d'immeuble ne peut être faite dans un arrondissement historique ou naturel, sans l'autorisation du ministre qui prend avis de la Commission.

Cette autorisation est donnée suivant les conditions déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Dans le cas de construction, réparation, transformation ou démolition faite pour des fins agricoles sur des terres en culture, cette autorisation n'est pas requise dans les municipalités qui ont adopté un règlement conforme et approuvé par le ministre.»

L'article 49 proposé par l'article 19 est entièrement de droit nouveau.

b) permettre d'effectuer les fouilles nécessaires au dégagement du bien ou du site découvert;

c) ordonner toute modification qu'il juge nécessaire aux plans des travaux d'excavation ou de construction de manière à assurer l'intégrité ou la mise en valeur du bien ou du site découvert.»

18. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section IV par le suivant: 1972, c. 19,
int. remp.

«ARRONDISSEMENTS HISTORIQUES, ARRONDISSEMENTS NATURELS,
SITES HISTORIQUES CLASSÉS ET AIRES DE PROTECTION».

19. Les articles 48, 49 et 50 de ladite loi sont remplacés par les suivants: 1972, c. 19,
aa. 48-50,
remp.

«**48.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, nul ne peut, dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou dans une aire de protection, diviser, subdiviser, rediviser ni morceler un terrain, ni modifier l'aménagement, l'implantation, la destination ou l'usage d'un immeuble, ni faire quelque construction, réparation, transformation ou démolition impliquant notamment les dimensions, l'architecture, les matériaux ou l'apparence extérieure d'un immeuble sans l'autorisation préalable du ministre qui prend l'avis de la Commission. Autorisa-
tion pour
division,
etc.

Lorsque, pour la totalité ou une partie d'un arrondissement historique ou naturel, d'un site historique classé ou d'une aire de protection, une opération visée dans le premier alinéa fait l'objet d'un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre doit autoriser cette opération conformément aux normes et conditions prévues dans ce règlement et l'avis de la Commission n'est pas requis. Règlement
du
lt.-g. en c.

«**49.** Lorsque, pour la totalité ou pour une partie d'un arrondissement historique ou naturel, d'un site historique classé ou d'une aire de protection, une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale adopte ou modifie des dispositions réglementaires relativement à une opération visée dans le premier alinéa de l'article 48, ces corporations peuvent, avant ou après leur entrée en vigueur, soumettre ces dispositions réglementaires à l'approbation du ministre qui prend l'avis de la Commission. Règlement
approuvé
par le
ministre.

Si le ministre estime que les dispositions réglementaires soumises prévoient les normes et conditions minimales requises Notifi-
cation.

L'article 50, enfin, reprend en les modifiant, les articles 49 et 50 de la loi qui se lisent comme suit:

«**49.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, adopter des règlements sur l'affichage, la modification et la démolition des enseignes et des panneaux-réclame qui sont visibles à l'extérieur d'immeubles situés dans un arrondissement historique ou naturel.

«**50.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, nul affichage d'enseigne ou de panneau-réclame ne peut être fait dans un arrondissement historique ou naturel sans l'approbation du ministre.»

Art. 20. *Tel que proposé, l'article 51 reprend les paragraphes b et c de l'article 51 de la loi, en modifie les paragraphes a, d, e et f et ajoute un paragraphe g.*

Les dispositions modifiées se lisent actuellement comme suit:

«a) acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien culturel reconnu ou classé ou tout bien nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou autrement mettre en valeur un monument historique, un site historique ou archéologique classé, ou tout bien situé dans l'aire de protection d'un monument historique, d'un site historique ou archéologique classé;

pour la réalisation des objectifs de la présente loi, il peut notifier son approbation de ces dispositions réglementaires au greffier, secrétaire-trésorier ou secrétaire de la corporation concernée.

À compter de la date prévue dans cette notification, une opération faisant l'objet d'une disposition réglementaire approuvée par le ministre ne peut être entreprise dans la totalité ou la partie de l'arrondissement historique ou naturel, du site historique classé ou de l'aire de protection en cause que selon les normes et conditions qui y sont prévues. Une telle opération, en ce cas, ne requiert pas l'autorisation du ministre; aucun permis ne peut toutefois être émis par une corporation municipale, une corporation de comté ou une communauté urbaine ou régionale si cette opération n'est pas conforme aux dispositions réglementaires approuvées par le ministre.

Normes et conditions réglementaires à respecter.

Il est du devoir d'une corporation municipale, d'une corporation de comté ou d'une communauté urbaine ou régionale qui se prévaut du présent article de faire l'application sur son territoire des dispositions réglementaires approuvées par le ministre suivant le deuxième alinéa.

Application des dispositions réglementaires.

«**50.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, nul affichage, modification ou démolition d'enseigne ou de panneau-réclame ne peut être fait dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou une aire de protection sans l'autorisation du ministre qui prend l'avis de la Commission.

Autorisation pour affichage.

Le deuxième alinéa de l'article 48 et l'article 49 s'appliquent, en les adaptant, aux opérations visées dans le premier alinéa.»

Dispositions applicables.

20. L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19, a. 51, remp.

«**51.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission:

Pouvoirs du ministre.

a) acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien culturel reconnu ou classé ou tout bien nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou autrement mettre en valeur un monument historique ou un site historique ou archéologique classé, ou tout bien situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans une aire de protection;

b) dans le cas des monuments historiques, des sites historiques ou archéologiques, les donner à bail, les hypothéquer, les restaurer, les transformer, les démolir, les transporter ou les reconstituer dans un autre lieu;

«d) contribuer à l'entretien, à la restauration, à la transformation ou au transport d'un bien classé ou d'un bien situé dans un arrondissement historique ou naturel ou sur un site archéologique, ainsi qu'à la reconstitution d'un édifice sur un immeuble classé;

«e) accorder des subventions à des organismes ayant pour but la conservation et la mise en valeur des biens culturels;

«f) conclure, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, des ententes avec tout gouvernement ou toute personne relativement aux biens culturels.»

Art. 21. Tel que proposé, l'article 53 reprend les paragraphes a, b, c, f et g du premier alinéa de l'article 53 de la loi, en modifie les paragraphes d et e et y ajoute le paragraphe h. Il modifie, de plus, les deuxième et troisième alinéas dudit article.

Les dispositions modifiées se lisent comme suit:

«d) réglementer l'affichage dans les arrondissements historiques et dans les arrondissements naturels;

«e) réglementer l'occupation du sol, la construction, la réparation, la transformation et la démolition des immeubles dans un arrondissement historique et un arrondissement naturel et déterminer les conditions de conservation et de restauration des immeubles reconnus ou classés;».

c) administrer lui-même ou confier à d'autres personnes, aux conditions qu'il juge opportunes, la garde et l'administration des biens culturels qu'il a acquis;

d) contribuer à l'entretien, à la restauration, à la transformation ou au transport d'un bien culturel classé ou d'un bien situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site archéologique ou historique classé ou dans une aire de protection, ainsi qu'à la reconstitution d'un édifice sur un immeuble classé;

e) accorder des subventions dans le but de conserver et de mettre en valeur des biens culturels ou des biens situés dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou une aire de protection;

f) conclure, conformément à la loi, des ententes avec tout gouvernement relativement aux biens culturels;

g) conclure, avec les corporations municipales ou toute autre personne des ententes en vue de l'application de la loi.»

21. L'article 53 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 53,
remp.
Règle-
ments.

«**53.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis de la Commission, faire des règlements pour:

a) déterminer la forme du registre prévu à l'article 11 de même que les frais exigibles pour la délivrance des extraits certifiés;

b) prescrire les formules à utiliser dans l'application de la présente loi;

c) déterminer les conditions auxquelles les permis de recherche archéologique sont émis;

d) réglementer ou prohiber de façon permanente ou temporaire l'affichage, la modification et la démolition des enseignes et des panneaux-réclame dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou une aire de protection;

e) réglementer ou prohiber de façon permanente ou temporaire la division, la subdivision, la redivision ou toute autre forme de morcellement des terrains, l'occupation du sol, l'aménagement, l'implantation, la destination, l'usage, la construction, la réparation, la transformation et la démolition impliquant notamment les dimensions, l'architecture, les matériaux ou l'apparence extérieure des immeubles ainsi que la densité de l'occupation dans un arrondissement historique ou naturel, dans un site historique classé ou dans une aire de protection, et à ces fins diviser en zones un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection;

Art. 22. *La modification proposée a pour effet d'étendre aux aires de protection et à la mise en application des règlements l'autorisation du ministre pour effectuer des fouilles et des travaux d'expertise.*

Art. 23. *L'article 57 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**57.** Lorsqu'un bien culturel classé ou situé dans un arrondissement historique ou naturel est modifié, altéré, détérioré ou détruit sans la permission du ministre, ce dernier peut faire exécuter tous les travaux susceptibles de remettre le bien dans son ancien état, ou de le rendre conforme aux prescriptions de l'autorisation visée à l'article 48 aux frais de son propriétaire ou de la personne qui en a la garde s'il s'agit d'un meuble ou aux frais de la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où il est situé, s'il s'agit d'un immeuble.»

f) déterminer, pour la totalité ou une partie d'un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection, les opérations visées dans le paragraphe e qui ne requièrent pas l'autorisation du ministre;

g) établir pour chaque arrondissement historique ou naturel un plan de sauvegarde et de mise en valeur;

h) déterminer les conditions et la mesure selon lesquelles un bien culturel immobilier classé peut être exempt de taxe foncière en vertu de l'article 33;

i) déterminer les conditions de conservation et de restauration des immeubles reconnus ou classés.

Un projet de règlement adopté en vertu des paragraphes c à i du présent article est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Publica-
tion de
projet.

Les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* et toute disposition inconciliable d'un règlement fait en vertu d'une autre loi générale ou spéciale de la Législature est inopérante dans un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection.»

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

22. L'article 54 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 54,
remp.

«**54.** Pour la mise en application de la présente loi et des règlements, le ministre peut autoriser un fonctionnaire ou un expert à pénétrer à toute heure raisonnable sur les lieux d'un bien culturel, sur les lieux d'un immeuble situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans une aire de protection et à y effectuer les fouilles et les travaux d'expertise requis, à charge d'indemnité pour tout préjudice causé.»

Droit
d'entrée
sur les
lieux.

23. L'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1972, c. 19,
a. 57,
remp.

«**57.** Lorsqu'un bien culturel classé ou un bien situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans une aire de protection est altéré, modifié, détérioré, aménagé, implanté, construit, réparé, transformé ou démoli sans l'autorisation requise en vertu de la présente loi ou de façon non conforme aux prescriptions d'une autorisation donnée par le ministre en vertu de l'article 31, 48 ou 50, la Cour supérieure peut, sur requête du ministre, ordonner tous les travaux susceptibles de remettre le bien dans son ancien état ou

Remise en
état de
biens
altérés
sans per-
mission.

Art. 24. *L'addition proposée traite de la validité de l'enregistrement d'un plan de division ou de subdivision et de toute autre forme de morcellement de terrain non conforme aux prescriptions de la loi.*

Elle permet également au ministre de révoquer ou de modifier, dans certains cas, les autorisations qu'il a accordées.

Cette modification a effet à compter de la date du dépôt du présent projet de loi (a. 28).

Art. 25. *La modification proposée a pour effet d'augmenter le maximum de l'amende de \$5,000 à \$25,000 pour une infraction aux dispositions de la loi et des règlements. Cette modification a effet à compter de la date du dépôt du présent projet de loi (a. 28).*

Art. 26. *La modification proposée est de concordance avec l'article 21 du présent projet de loi qui a pour effet de reproduire au paragraphe d du premier alinéa de l'article 53 la disposition prévue à l'article 49 de la loi actuelle.*

de le rendre conforme aux prescriptions de l'autorisation donnée, le tout aux frais de son propriétaire ou de la personne qui en a la garde s'il s'agit d'un meuble, ou aux frais de la personne indiquée comme propriétaire dans le registre du bureau d'enregistrement de la division où il est situé, s'il s'agit d'un immeuble.

La Cour supérieure peut, de plus, sur requête du ministre, ordonner la cessation d'une forme d'occupation du sol, d'une destination ou d'un usage d'un immeuble fait dans un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou dans une aire de protection sans l'autorisation requise en vertu de la présente loi ou de façon non conforme aux prescriptions d'une telle autorisation et prononcer la nullité de tout acte juridique fait en contravention des articles 48, 49, 50 et 53.

Les requêtes du ministre visées dans le présent article sont instruites d'urgence par la Cour supérieure et par la Cour d'appel. »

24. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 57, des suivants:

«**57a.** Aucun enregistrement d'un plan de division ou de subdivision ni toute autre forme de morcellement d'un terrain ne peut être valablement effectué dans un arrondissement historique ou naturel, un site historique classé ou une aire de protection s'il n'est pas conforme aux prescriptions d'une autorisation donnée en vertu de la présente loi ou si une telle autorisation fait défaut.

«**57b.** Toute autorisation du ministre requise en vertu de la présente loi peut être révoquée ou modifiée par le ministre si elle a été obtenue à partir d'informations inexactes ou incomplètes.

Le ministre doit motiver sa décision et la notifier par écrit à la personne intéressée après lui avoir donné l'occasion d'être entendue. »

25. L'article 58 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**58.** Toute infraction aux dispositions de la présente loi et des règlements rend le contrevenant passible d'une amende n'excédant pas \$25,000, avec ou sans frais, sans préjudice aux autres recours accordés au ministre. »

26. L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**62.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut rendre applicable tout règlement adopté en vertu du paragraphe d du premier alinéa de l'article 53 aux panneaux-réclame ou enseignes mis en

Art. 27. La modification proposée a pour effet d'assujettir au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics le président et les vice-présidents de la Commission des biens culturels du Québec.

Art. 28. Les articles 19, 23, 24 et 25 sont rétroactifs à la date du dépôt du présent projet de loi.

place dans un arrondissement historique ou naturel depuis plus de dix ans.»

27. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gou- 1973, c. 12, vernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié^{a. 2, mod.} par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976 et l'article 1 du chapitre 21 et l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 10° du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«11° au président et aux vice-présidents de la Commission des biens culturels du Québec.»

28. Les articles 19, 23, 24 et 25 de la présente loi prennent Effet. effet le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

29. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.